

VEND. 1^{ER}, SAM. 2 & DIM.
3 JUILLET 2016

L'ÉCONOMISTE
EN ÉCONOMIE ET GESTION
12^E ÉDITION

PRIX DE LA RECHERCHE
Derniers jours pour déposer vos travaux

L'ÉCONOMISTE



Système de Management de la Qualité
certifié ISO 9001 version 2008 par
BUREAU VERITAS MAROC

LE PREMIER QUOTIDIEN ÉCONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Confiance

LES programmes économiques des partis ne peuvent pas être discutés, affinés, voire améliorés s'ils ne sont pas suffisamment engagés. Depuis quelques jours, l'on assiste à une offensive auprès de la communauté des entreprises, dans des sortes de ballons d'essais des prochaines législatives. Nous osons tous espérer, sans trop y croire, que le pays est à un point d'inflexion et que l'on va enfin commencer à voter pour des programmes. En tout état de cause, si ce genre de rencontres ne garantit pas des audiences électorales, les formations politiques y trouveront toujours de la crédibilité et surtout des idées.

Dans le contexte marocain, il faut se faire violence en ce moment pour trouver un bon programme économique, qui plus est face à une réalité mouvante. Une réalité qu'on ne peut nier. Les difficultés de trésorerie rongent la santé des entreprises, et des petites tout particulièrement. Les délais de paiement dans les marchés publics ont une part de responsabilité dans cette crise, mais pas seulement.

L'économie a manqué de peps sous ce gouvernement entre un assainissement inachevé des finances publiques et un investissement qui n'a pas contribué assez à relancer la machine du secteur privé ni à compenser la destruction d'emplois. De surcroît la configuration politique avec une majorité, au-delà des appareils de cohésion, incapable de maintenir une homogénéité dans le discours, ou de rappeler à l'ordre quand il le faut, n'a pas contribué à améliorer la lisibilité de la stratégie auprès des entreprises. Y compris lorsqu'un allié au pouvoir est toujours prompt, dans une course à la démagogie, à mettre son impuissance sur le compte des «rentes» des principales structures de défense de ces mêmes entreprises, ou de celles qui les financent!! En économie comme pour d'autres domaines, ces hésitations rendent difficile la mise en place d'offres politiques cohérentes. Elles minent la confiance. □

Mohamed BENABID

Tourisme

Fortes inquiétudes

- Les attentats d'Istanbul et Bruxelles compromettent la relance
- La com de crise toujours pas adaptée
- L'après-aïd sera décisif

Voir pages 2, 4 & De Bonnes Sources



«Mika», c'est fini!

AVEC l'application dès ce 1er juillet de la loi interdisant la production et l'utilisation des sacs en plastique, le Maroc franchit un grand pas en ce qui concerne la sauvegarde de l'environnement. Dans la grande distribution, les opérateurs ont pris le devant, le client a le choix entre un petit sac re-

cyclable qui lui coûtera au maximum 1,20 DH ou prévoir son propre chariot. Le Maroc consommait 26 milliards de sacs en plastique par an! Les prochains jours auront valeur de test. Comment en effet changer les habitudes d'utilisation des sachets en plastique après tant d'années... □

Voir page 7

■ Coface maintient la note du Maroc

Voir De Bonnes Sources

■ Traversée du détroit: Baptême royal pour AML

Voir page 13

■ Visite guidée dans la prison de Oukacha

Voir Enquête pages 18 à 21



(Ph. Jarfi)

Bâle III

Comment les banques s'adaptent

Entretien avec Ismail Diouri, DG d'AWB

Voir page 15

Les patrons tendent la main aux politiques

Voir pages 10 & 11